



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 10 au 16 décembre 2021

## Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Les indicateurs avancés d'activité ne présagent pas d'un rebond de l'activité au T4 2021.
- L'inflation en variation mensuelle ralentit en novembre mais il est encore trop tôt pour y voir une tendance permanente.
- Fitch maintient la notation du souverain brésilien à BB- négative.
- Les aides sociales ont amorti le choc de la crise sur les plus démunis en 2020 mais un quart de la population brésilien vit toujours sous le seuil de pauvreté.
- Evolution des marchés du 10 au 16 décembre 2021.
- Graphiques de la semaine : taux de pauvreté et d'extrême pauvreté au Brésil depuis 2012.

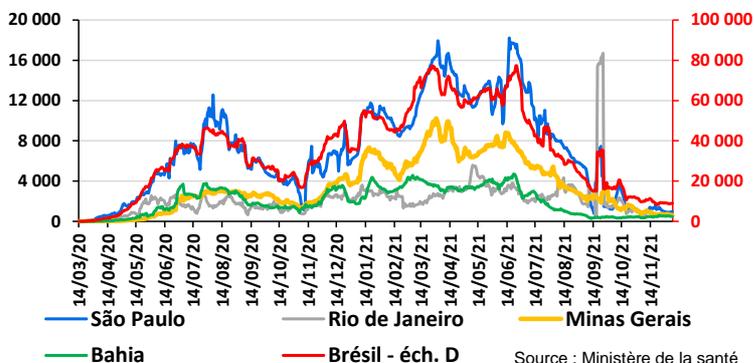
## LE CHIFFRE À RETENIR

**400 BRL**

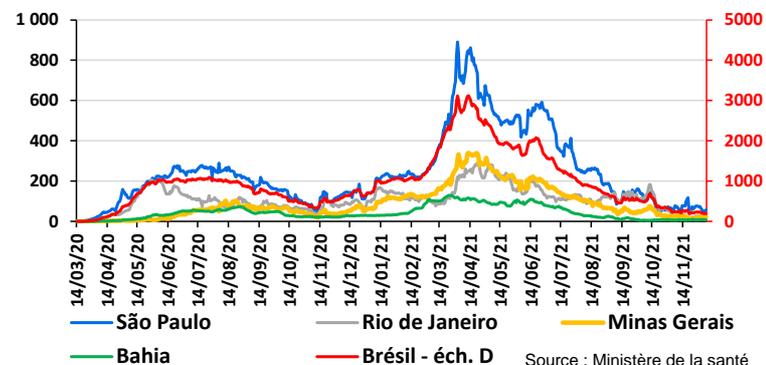
Montant moyen mensuel par ménage de l'*Auxílio Brasil* en décembre 2021.\*

## Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

**Nouveaux cas par jour  
(moyenne hebdomadaire)**



**Nouveaux décès par jour  
(moyenne hebdomadaire)**



En raison d'une cyberattaque dont le site du ministère de la Santé a été la cible, il n'a pas été possible de mettre à jour les données relatives au cas et décès liés à la Covid-19 cette semaine. Au 8 décembre, le Brésil comptait au total 22,2 M cas de contaminations et 616 018 décès depuis le début de la pandémie.

## Les indicateurs avancés d'activité ne présagent pas d'un rebond de l'activité au T4 2021.

**L'indice IBC-Br de la Banque Centrale du Brésil (BCB), principal indicateur avancé du PIB, a reculé de -0,1% m.m corrigé des variations saisonnières (cvs) en octobre.** Ce résultat est en ligne avec les prévisions et porte la variation en glissement annuel (g.a.) à +1,1% par rapport à octobre 2020.

Si la BCB ne publie pas le détail de l'IBC-Br, les chiffres mensuels de conjoncture publiés par l'IBGE suggèrent que **les trois principaux segments d'activité ont pesé sur l'indice en octobre. Par ailleurs, leurs performances ont déçu les attentes de marché.**

**Les services ont reculé de -1,2% m.m**, pénalisés par le recul de presque tous les segments d'activité. En particulier, les « autres services » (financiers, immobiliers, etc.) ont chuté de -6,7% m.m. En revanche, l'assouplissement des mesures de distanciation sociale continue de favoriser les services aux ménages (+2,7% m.m) et les activités touristiques, dont l'indice a augmenté de +1,0% m.m.

**La production industrielle a baissé de -0,6% m.m**, pour un cinquième mois consécutif, si bien qu'elle se situe désormais 4,1% en-dessous de son niveau pré-pandémique. De nombreux secteurs industriels continuent d'être pénalisés par les perturbations des chaînes de valeur mondiales, qui font pression sur les coûts et provoquent des pénuries de certains intrants. En particulier, l'industrie extractive a reculé (-8,6% m.m), tout comme les industries alimentaire (-4,2%) et automobile (-0,8% m.m).

**Les ventes au détail larges sont allées dans le même sens (-0,9% m.m).** Le secteur a notamment été tiré à la baisse par les ventes d'automobiles, motos et équipements (-0,5% m.m) et de matériel de

construction (-0,9% m.m). Dans une moindre mesure, les ventes de carburants et lubrifiants et de la grande distribution ont également baissé (-0,3% m.m).

Si les chiffres de conjoncture d'octobre n'augurent pas d'un rebond de l'activité au T4 2021, les indices de confiance de la Fondation Getulio Vargas pour le mois de novembre ne sont pas non plus prometteurs. **Tous les secteurs d'activité ont vu leur confiance reculer sur le mois de novembre** : services (-2,3 pts m.m ; 96,8 pts), commerce (-6,2 pts m.m ; 94,2 pts), industrie (-3,1 pts ; 102,1 pts), construction (-0,8 pt ; 95,3 pts). **Hormis l'industrie, tous des secteurs se trouvent d'ailleurs sous le « seuil d'optimisme » de 100 pts** : les entrepreneurs voient leurs ventes actuelles reculer et leurs perspectives à court terme s'assombrissent.

## L'inflation en variation mensuelle ralentit en novembre mais il est encore trop tôt pour y voir une tendance permanente.

L'IBGE a publié les statistiques de novembre concernant l'indice des prix à la consommation large (IPCA, principal indice de référence d'inflation apparente). **L'inflation, corrigée des variations saisonnières, a progressé de +0,87% m.m en novembre. Elle a surpris les marchés qui s'attendaient à une hausse de +1,09% m.m et marqué un ralentissement par rapport à octobre (+1,22% m.m).**

**Dans le détail, on constate des tendances contraires au sein des principales catégories de biens.** Les transports (+0,71 p.p.) ont accéléré sous la pression du prix des combustibles, responsables pour plus de 60% à l'inflation mensuelle. Le **logement** (+0,17 p.p.) contribue à l'inflation à travers la hausse du prix du gaz de cuisine et de réajustements tarifaires de l'électricité dans certains Etats<sup>1</sup>. Enfin, les prix de l'**alimentation et des boissons** ont reculé sur

\* L'*Auxílio Brasil* (AB) a remplacé la *Bolsa Família* (BF) dès novembre 2021. Alors que la BF s'élevait à 189 BRL par mois et par ménage, l'AB a bénéficié d'un ajustement permanent de +17,8% pour atteindre 217 BRL en moyenne à partir de novembre. En décembre, une prestation temporaire a été autorisée pour que l'AB atteigne 400 BRL par ménage. Toutefois, ce montant ne

pourra pas être assuré en 2022 sans l'approbation de la PEC 23 dite « des *precatórios* » ou d'une autre source de financement.

<sup>1</sup> L'accélération du prix de l'énergie électrique résidentielle en 2021 est liée au rattrapage des hausses tarifaires reportées pendant la crise ainsi qu'à la crise hydrique. L'utilisation accrue de l'énergie thermique dans le mix énergétique brésilien a entraîné la mise en vigueur du drapeau tarifaire rouge de niveau 1 en mai (surplus de

le mois (-0,08 p.p.), car d'importants produits alimentaires à domicile sont entrés en déflation tels que les viandes, le lait et le riz.

**Sur les douze derniers mois, la progression de l'IPCA se maintient à +10,7% en glissement annuel (g.a.).** Ainsi, l'inflation demeure bien au-dessus de la fourchette supérieure de la cible de la politique monétaire (3,75% +/- 1,5 p.p.)<sup>2</sup>. Depuis juillet 2021, l'inflation sous-jacente évolue également au-dessus de la cible<sup>3</sup>. Toutefois, la moyenne des mesures d'inflation sous-jacente a ralenti en rythme mensuel d'octobre à novembre, passant de +1,0% m.m à +0,5% m.m.

**Malgré la surprise de l'inflation en novembre, les économistes de marché continuent de réviser à la hausse leurs prévisions d'inflation.** Selon l'enquête Focus de la Banque Centrale du Brésil (BCB), ils tablent désormais sur une inflation de +10,1% pour 2021 (contre +9,8% il y a un mois). Pour 2022, ils anticipent une inflation annuelle de +5,0% (contre +4,8% il y a un mois).

**Bien que l'inflation ait été plus faible qu'anticipé et que l'inflation sous-jacente ait ralenti en novembre, il est encore trop tôt pour y voir un signe d'inflexion et de décélération permanente de l'inflation.** Ainsi, lors de sa dernière réunion des 7 et 8 décembre (soit avant la publication de l'IPCA par l'IBGE), le Comité de Politique monétaire (Copom) a augmenté son taux d'intérêt directeur de 150 p.b, ce qui le hisse à 9,25%<sup>4</sup>. Il prévoit de conserver son rythme de hausse de taux jusqu'à sa prochaine réunion des 1<sup>er</sup> et 2 février.

4,17 BRL pour 100 kWh), puis de niveau 2 en juin (surplus de 6,2 BRL pour 100 kWh). Cette dernière a été réajustée en juillet (surplus de 9,49 BRL) puis en septembre (surplus de 14,2 BRL). En novembre, les réajustements ont concerné Goiânia, Brasília, São Paulo et Porto Alegre.

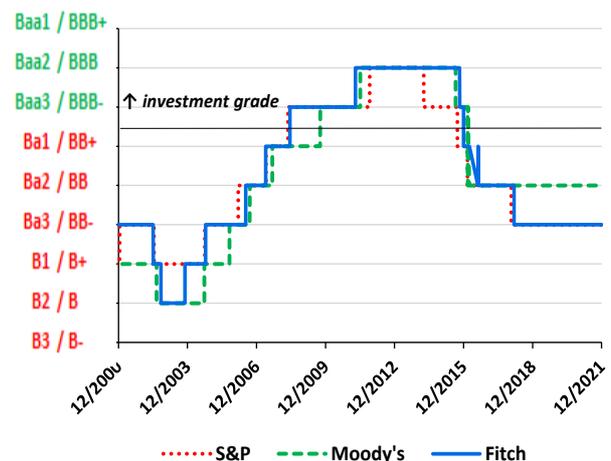
<sup>2</sup> L'inflation en g.a. actuelle couvre la période allant de novembre 2020 à novembre 2021, alors que la cible de la BCB est un chiffre d'inflation en g.a. allant de décembre 2021 à décembre 2021.

**Fitch maintient la notation du souverain brésilien à BB- négative.**

**L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la notation souveraine du Brésil à BB- avec perspective négative, soit trois crans en dessous de l'investment grade.** Le maintien de la perspective négative de la notation expose le Brésil à une potentielle dégradation de sa notation dans les deux prochaines années. Aux côtés de Fitch, la notation de Moody's est Ba2 stable et celle de S&P est BB- stable (également confirmée au début du mois).

**Fitch rappelle les forces structurelles du Brésil :** économie vaste et diversifiée, revenu par habitant élevé par rapport à ses pairs, marges de manœuvre en cas de choc externe (taux de change flexible, déséquilibres extérieurs modérés, réserves de change confortables) et marché domestique de la dette souveraine profond. **Elle les nuance par ses faiblesses à moyen et long terme,** notamment l'endettement public élevé, la rigidité des dépenses budgétaires, la faiblesse de la croissance potentielle ou encore le paysage politique qui compromet l'approbation de réformes structurelles.

Ratings du souverain brésilien



<sup>3</sup> A la différence de l'inflation « apparente », l'inflation « sous-jacente » exclut du panier de consommation les produits dont les prix sont les plus volatiles, comme l'énergie et les aliments. Au Brésil, celle-ci est une moyenne de 7 indicateurs d'IPCA élaborés par la Banque Centrale du Brésil (BCB).

<sup>4</sup> Voir les [brèves économiques et financières du 26 novembre au 9 décembre 2021](#).

Dans son communiqué, l'agence se montre préoccupée par les risques qui pèsent sur la reprise économique et sur l'assainissement budgétaire.

Fitch prévoit que le PIB ralentira fortement en 2022 (+0,5%, contre +4,8% en 2021). En 2021, les progrès en matière de vaccination ont permis la réouverture de l'économie et la conjoncture extérieure a été porteuse (reprise mondiale, prix élevés des matières premières). En revanche, **plusieurs facteurs devraient peser sur la croissance l'année prochaine** : i/ le resserrement de la politique monétaire ; ii/ le durcissement des conditions financières lié aux incertitudes budgétaires ; iii/ l'incertitude et la polarisation politique à la veille des élections ; et iv/ un environnement extérieur moins porteur entre le ralentissement de la Chine et le resserrement de la politique monétaire américaine.

**Concernant les finances publiques, l'agence de notation commente les discussions politiques entourant le budget 2022 depuis septembre**<sup>5</sup>. D'une part, les autorités souhaitent plafonner les paiements liés aux *precatórios*, alors qu'ils ont augmenté de manière significative et inattendue pour 2022. Cependant, l'agence de notation craint qu'à l'avenir les *precatórios* fassent boule de neige pour peu qu'ils continuent d'augmenter ou que les modalités de leur paiement ne soient pas adaptées. D'autre part, les autorités débattent depuis plusieurs mois de la modification du plafond des dépenses. D'après Fitch, ces discussions semblent être influencées par l'approche des élections et remettent en question le caractère contraignant de la règle budgétaire constitutionnelle. **Enfin, Fitch prévoit que le déficit budgétaire nominal se creusera à nouveau en 2022** (autour de -8,0% du PIB), en raison i/ des marges de manœuvre supplémentaires permises par le changement de plafond des dépenses, ii/ du ralentissement économique et iii/ de l'augmentation des coûts d'emprunt. Une hausse des dépenses en cas d'aggravation de la pandémie ou une hausse supplémentaire des *precatórios* pourraient aggraver davantage le déficit. **Le résultat**

se répercutera sur la dette publique, qui pourrait atteindre 83% du PIB en 2022 (contre 81% prévu pour 2021).

Les aides sociales ont amorti le choc de la crise sur les plus démunis en 2020 mais un quart de la population brésilien vit toujours sous le seuil de pauvreté.

L'IBGE a publié son enquête annuelle *Síntese de Indicadores Sociais*, dans laquelle il révèle l'évolution des conditions de vie socio-économiques de la population brésilienne en 2020.

**En 2020, 12 M de personnes vivaient en situation d'extrême pauvreté monétaire au Brésil** – situation définie par un revenu mensuel inférieur à 155 BRL équivalent au seuil utilisé par la Banque Mondiale de 1,9 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011). **En parallèle, plus de 50 M de personnes vivaient en situation de pauvreté monétaire au Brésil** – situation définie par un revenu mensuel supérieur à 155 BRL et inférieur à 450 BRL, équivalent au seuil utilisé par la Banque Mondiale de 5,5 USD par jour (en PPA de 2011). Ainsi, **en 2020, 5,7% de la population brésilienne vivait en situation d'extrême pauvreté et 24,1% en situation de pauvreté.**

L'enquête de l'IBGE cherche à évaluer l'impact des programmes sociaux sur la pauvreté, en comparant un scénario où les brésiliens ne recevraient pas d'aides sociales et ce qu'ils ont effectivement reçu. Selon les données, de 2012 à 2019, les aides sociales aux plus démunis ont permis de réduire de 2 à 3 p.p. les ratios d'extrême pauvreté et de pauvreté par rapport à leur niveau effectif, de façon assez stable dans le temps (cf. graphique de la semaine). **En 2020, les aides sociales, au premier rang desquelles l'aide d'urgence**<sup>6</sup>, ont eu un impact encore plus important sur la pauvreté. Sans elles, le taux d'extrême pauvreté aurait atteint 12,9% aux et celui de pauvreté aurait été de 32,1%.

<sup>5</sup> Voir les [brèves économiques et financières du 29 octobre au 4 novembre 2021](#) et [celles du 5 au 11 novembre 2021](#).

<sup>6</sup> Pour une rétrospective sur l'aide d'urgence, voir les [brèves économiques et financières du 5 au 11 novembre 2021](#).

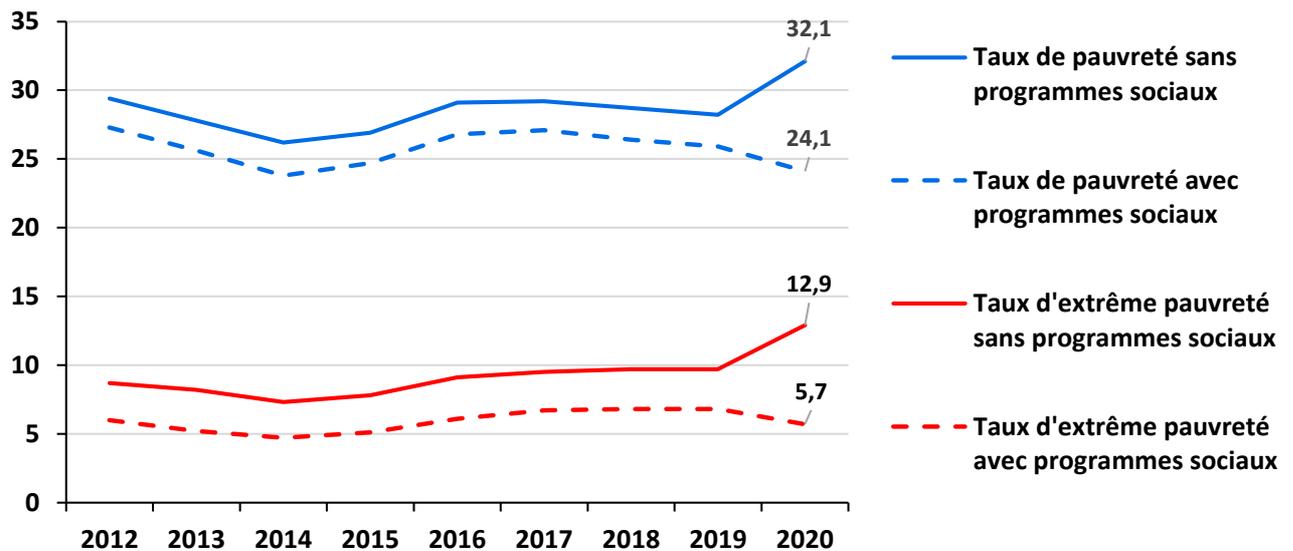
Evolution des marchés du 10 au 16 décembre 2021.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,5%	-9,3%	108 132
Risque-pays (EMBI+ Br)	+12pt	+79pt	339
Taux de change R\$/USD	+2,0%	+9,3%	5,68
Taux de change R\$/€	+2,3%	+1,5%	6,44

\* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphiques de la semaine : taux de pauvreté et d'extrême pauvreté au Brésil depuis 2012.

Proportion de brésiliens vivant sous les seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté (%)



\* Seuil de pauvreté : 5,5 USD/jour (parité de pouvoir d'achat de 2011), 450 BRL/mois

\* Seuil d'extrême pauvreté : 1,9 USD/jour (PPA 2011), 155 BRL/mois

Source : IBGE.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília

Rédacteurs : Tristan Gantois, Julio Ramos-Tallada

Pour s'abonner : [tristan.gantois@dgtresor.gouv.fr](mailto:tristan.gantois@dgtresor.gouv.fr)

Crédit photo : ©marchello74